

<http://www.ecoleemancepee.org/spip.php?article823>



Dossier. Petite histoire des EE.

- La revue - Les archives de la revue - Année 2010-2011 - N°26. Novembre-décembre 2010 -



Date de mise en ligne : dimanche 23 janvier 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Notre revue, L'École émancipée, est donc née en octobre 1910, comme cela est fièrement sous-titré sur sa Une. Evidemment, un politologue, fin spécialiste des choses syndicales comme René Mouriaux, dira ce que peut avoir d'abusif d'essentialiser l'EE. Il y en eut plusieurs au cours de l'histoire. Certes, mais par-delà ses métamorphoses ou mutations, au-delà de la persistance du nom, une certaine pérennité, disons une permanence liée à des fondamentaux constamment assumés, n'a rien de contradictoire et c'est la fidélité à ceux-ci et leur cohérence qui a permis à ses militants de tenir et de se renouveler. Des fondamentaux qu'il serait téméraire de croire dépassables tant que la société qui les a vus naître, fondée sur l'exploitation capitaliste, ne s'est pas fondamentalement transformée. Avant de les cerner, esquissons donc une histoire de ses avatars.

Des instituteurs désobéissants

L'École Emancipée, ce fut d'abord la revue des instituteurs désobéissants qui décidèrent par un Manifeste en 1905 de passer outre à l'interdiction faite aux fonctionnaires de se syndiquer et donc, au delà, aux maîtres d'école de ne plus être les modèles d'obéissance à l'Etat dont la conduite exemplaire devait inspirer respect des autorités et des lois aux futurs citoyens qu'ils étaient chargés d'instruire et d'éduquer. Et non contents de cet acte d'indiscipline, se définissant comme prolétaires intellectuels, ils rejoignaient leur classe en s'intégrant à la centrale syndicale ouvrière alors unique, la CGT, par ailleurs syndicaliste révolutionnaire à l'époque.

Notre revue, L'École émancipée, est donc née en octobre 1910, comme cela est fièrement sous-titré sur sa Une. Evidemment, un politologue, fin spécialiste des choses syndicales comme René Mouriaux, dira ce que peut avoir d'abusif d'essentialiser l'EE. Il y en eut plusieurs au cours de l'histoire. Certes, mais par-delà ses métamorphoses ou mutations, au-delà de la persistance du nom, une certaine pérennité, disons une permanence liée à des fondamentaux constamment assumés, n'a rien de contradictoire et c'est la fidélité à ceux-ci et leur cohérence qui a permis à ses militants de tenir et de se renouveler. Des fondamentaux qu'il serait téméraire de croire dépassables tant que la société qui les a vus naître, fondée sur l'exploitation capitaliste, ne s'est pas fondamentalement transformée. Avant de les cerner, esquissons donc une histoire de ses avatars.

Nous ne reviendrons pas sur les mises à pied, déplacements d'office, absence de promotions que leur lutte syndicale déclencha. Jusque dans les années 1920, les syndicalistes de l'enseignement restèrent une minorité, mais cet engagement précoce par rapport aux autres pays, permit le déploiement d'un syndicalisme de masse dès la fin des années 20 où les anciennes amicales se rallièrent par étape au syndicalisme ouvrier réformiste. L'engagement des instituteurs leur permit d'avoir des responsabilités importantes dans le mouvement ouvrier et enracina pour longtemps (jusqu'à nos jours) l'École Emancipée dans le paysage syndical de l'Education nationale.

Elargissement et délimitation progressive d'un courant

Devenue la tribune syndicale et pédagogique de la Fédération de l'Enseignement de la CGTU, appelée familièrement F.U. (Fédération Unitaire), la revue vit son cadre, initialement cantonné au primaire, s'élargir. Un deuxième atout (qui se confirma plus tard) pour l'EE fut l'enracinement, lors de cet entre-deux guerres, dans l'opposition de gauche antistalinienne pour la majorité de ses militants (exemple unique dans la confédération CGTU) qui avaient rallié avec enthousiasme l'Internationale Communiste à sa fondation. Cette résistance victorieuse à ceux qui voulaient consacrer le rôle dirigeant du « parti » dans les instances mêmes du syndicat ne se confondit pas avec le ralliement au réformisme (la croyance plus ou moins sincère qu'on peut liquider le capitalisme et son Etat

par l'accumulation de réformes, l'extension des services publics ou de micros contre-sociétés ou encore simplement par l'éducation et le bulletin de vote), à la collaboration de classes ou à l'apolitisme. Ce qui amena la Majorité fédérale à se doter d'un autre bulletin, l'Ecole Emancipée restant l'organe de la F.U., tandis qu'au sein de cette dernière, les anarchistes, les staliniens avec la MOR (minorité d'opposition révolutionnaire) et les « syndicalistes-communistes » de la Révolution prolétarienne en passe de quitter la CGTU pour la CGT (réformiste), s'organisaient séparément.

Une tendance syndicale dans une Fédération hégémonique dans le milieu

A la réunification syndicale CGT-CGTU, les dirigeants de la F.U. sont marginalisés dans la nouvelle Fédération, mais, bien que le droit de tendance n'ait pas été reconnu, les anciens de la majorité fédérale et les anarchistes vont maintenir la revue sous forme coopérative et constituer une association des Amis de l'Ecole Emancipée. Une bonne partie des militants libertaires, après avoir participé à la reconstitution de la tendance à la Libération, s'en éloignera un temps pour la CNT.

La tendance joua un rôle tout à fait important dans le maintien de l'unité par l'autonomisation de la F.E.N. en 1948, lors de la scission de la CGT et la constitution de FO. La motion qui la décida, incluant notamment l'axe du contrôle ouvrier, fut essentiellement rédigée par elle et amena sur cette base la participation quelque temps aux exécutifs en commun avec la majorité réformiste dite « autonome » proche notamment de la SFIO (motion dite Bonnissel-Vallière).

Et puis, 68 est arrivé !

La tendance a bien sûr été percutée par la révolte étudiante et la grève générale qui a ébranlé le pouvoir, ses militants se retrouvant dans la tourmente. Mai 68 a aussi permis à la tendance de commencer à renouveler ses équipes militantes qui allaient se lancer dans les confrontations des années 70...

A l'occasion de ce mois de mai, l'EE connut un éclatement avec la constitution d'une nouvelle tendance, le FOU (Front unique ouvrier) dont une bonne part rejoindra par la suite FO.

Une tendance qui a fait le choix du syndicalisme unitaire, de masse, qui a fait le choix de la FSU

A la scission de la FEN en 1992, l'Ecole Emancipée s'engagea dans la construction de la FSU, porteuse d'un syndicalisme unitaire refusant les exclusions, reconnaissant le droit de tendance comme garantie de son unité et de sa vie démocratique, portant une orientation de transformation sociale. L'EE, par son engagement dans la FSU a aussi contribué à ce que celle-ci devienne très vite l'organisation majoritaire dans son milieu.

C'est ainsi que l'EE renoua avec les responsabilités au sein d'exécutifs pluralistes. Cette situation nouvelle mais spontanément naturelle dans le SNUipp, syndicat du premier degré, créé de toute pièce à la scission de la FEN, ne fut pas aussi évidente là où l'appareil syndical à majorité UA s'était maintenu sans se transformer : dans le second degré, au SNES en particulier, mais aussi dans une moindre mesure dans l'enseignement supérieur.

Pendant les six années qui suivirent la scission de la FEN, de 1992 à 1998, on connut dans la tendance des tentations d'autonomie par la création de syndicats départementaux autonomes (qui, pour la plupart, allaient ensuite rejoindre Sud-Education). Mais jusqu'à 2002, l'unité de la tendance fut maintenue. Les divergences et tensions internes, liées pour l'essentiel à la participation de l'Ecole Emancipée aux exécutifs contestée par une partie de l'EE, aboutirent cependant à une scission de la tendance, d'abord à l'intérieur du SNES, puis au niveau de la fédération.

Le débat portait sur la fonction de la tendance : construire l'outil syndical - puisqu'il ne peut être confisqué par quiconque - à tous les niveaux, donc aussi dans les directions, pour donner sa pleine dimension à la volonté affichée d'un « syndicalisme de transformation sociale » vs rester sur une posture identitaire, sans chercher à influencer sur les mandats syndicaux qui seront de toute façon combattus. Le consensus interne jusque-là pratiqué dans la tendance ne tenant plus, des camarades la quittèrent pour créer Emancipation. La Revue fut à cette occasion l'enjeu d'un conflit - qui la reprenait ? - que les camarades crurent devoir porter devant la justice... qui trancha : la revue l'École émancipée était bien la revue de la tendance syndicale et pédagogique Ecole Emancipée.

L'après 2002

Depuis, l'un des défis actuels que l'EE eut à relever, fut de dépasser son marquage essentiellement enseignant en contribuant à l'organisation des secteurs ouvriers, administratifs, judiciaires, infirmiers, hospitaliers et territoriaux de la FSU. Cette nécessité est présentée dans les termes suivants dans le dernier Manifeste de l'EE, en 2002, qui décline les grandes orientations de la tendance : « Le mouvement syndical doit être refondé pour garantir son renouvellement ainsi que des équipes syndicales. Il doit tisser des liens avec toutes les nouvelles formes de radicalité sur les terrains professionnels comme sociétaux (avec le mouvement associatif, les « sans », ATTAC, etc.). L'EE veut participer de cette refondation d'ensemble qui transgressera les frontières syndicales actuelles. Elle veut aussi construire un mouvement social à l'échelle de l'Europe pour pérenniser et développer les conquêtes sociales et l'élargissement des droits ».

En ces domaines, si des progrès ont été réalisés, il reste encore beaucoup à faire.